Le cadre de la politique étrangère tchécoslovaque 1948-1968

Karel Kaplan

▶ **To cite this version:**

Karel Kaplan. Le cadre de la politique étrangère tchécoslovaque 1948-1968. Cahiers du CEFRES, 2010, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS, 25, pp.49-62. halshs-01162693

HAL Id: halshs-01162693
https://shs.hal.science/halshs-01162693

Submitted on 11 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES
N° 25, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS
Antoine Marès (Ed.)

Karel KAPLAN
Le cadre de la politique étrangère tchécoslovaque 1948-1968

Référence électronique / electronic reference :
Karel Kaplan, « Le cadre de la politique étrangère tchécoslovaque 1948-1968 », Cahiers du CEFRES. N° 25, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS 1945-1989 (ed. Antoine Marès).
Mis en ligne le / published on : mars 2010 / march 2010
URL : http://www.cefres.cz/pdf/c25f/kaplan_2001_politique_etrangere_tchecoslovaque.pdf
Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE
http://www.cefres.cz

Ce document a été généré par l'éditeur.
© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

Le cadre de la politique étrangère tchécoslovaque 1948-1968

Karel Kaplan (Institut d'histoire contemporaine, Prague)

Sans être spécialiste des relations internationales ou de la politique étrangère de la Tchécoslovaquie, lors de mes travaux sur l'histoire de ce pays après la Seconde Guerre mondiale, j'en suis venu à m'intéresser à des événements dont le contexte était international. Je me contenterai d'évoquer ici certaines questions de politique étrangère tchécoslovaque des années 50 et 60.

Il me faut tout d'abord rappeler deux réalités essentielles. Tout d'abord, les décisions politiques internationales fondamentales se prenaient au seul niveau des organes du parti communiste et le ministère des Affaires étrangères, comme cela a été dit, fonctionnait comme un simple organe d'exécution. La façon dont on parvenait à appliquer et à adapter efficacement la politique étrangère soviétique au contexte et aux ressources tchécoslovaques dépendait de la volonté de la direction politique, des capacités du ministère et de l'initiative, du courage, de son ministre. La seconde "réalité" est en lien avec la première : la politique extérieure tchécoslovaque comprenait deux sphères. La première était celle de l'État, la seconde celle du parti. La première, menée par les organes officiels et pas seulement le ministère des Affaires étrangères, se projetait dans l'activité des institutions internationales et étrangères représentées en Tchécoslovaquie.

La seconde sphère était celle des relations établies entre les différents partis communistes. Ces deux sphères se chevauchaient bien souvent. Les institutions étatiques établissaient des contacts aussi bien avec les ambassadeurs et les diplomates qu'avec les fonctionnaires des partis communistes.

Au sein du parti s'était mis en place un système qui formulait les positions à observer en matière internationale. Le département international du comité central du Parti communiste tchécoslovaque (PCT) était habilité à négocier avec le personnel diplomatique des ambassades des pays socialistes. Le secrétaire du comité central responsable de ce département rencontrait régulièrement les ambassadeurs. Le premier secrétaire et lui recevaient pratiquement tous les télégrammes diplomatiques du ministère des Affaires étrangères. En outre, seul le premier secrétaire, et non pas le ministre ou le secrétaire chargé de la politique étrangère, avait accès aux rapports des services d'espionnage à l'exception de certains qui étaient envoyés directement à Moscou selon le principe de la division du travail avec l'agence d'information soviétique.

Les cadres fonctionnaires et la direction du parti communiste étaient informés de la situation internationale. Les informations étaient classées selon leur qualité et leur ordre d'importance. À un premier niveau se situaient les moniteurs des agences de presse contenant des informations provenant des médias étrangers ; à un deuxième, les moniteurs contenant des informations provenant des correspondants des agences de presse. Les informations du troisième niveau, le plus secret, étaient destinées à un cercle étroit de cadres choisis. Jusqu'aux années 1955-1956, très peu de questions internationales étaient discutées par la direction du Parti communiste. Sans doute est-ce le premier secrétaire ou bien, jusqu'en 1953, le président du PCT qui décidait directement, en concertation avec le ministre des Affaires étrangères. À partir de 1956 au contraire,

l'Union soviétique modifiant quelque peu ses relations avec les pays du bloc, un grand nombre d'informations concernant la politique internationale parvenaient à Prague.

En 1956 justement, la Tchécoslovaquie joua un bien triste rôle sur la scène internationale en représentant la politique soviétique au sein du groupe des pays du bloc d'Europe centrale. Tandis que l'on s'efforçait, notamment à partir de la Hongrie et de la Pologne, de créer une aire qui irait de la Baltique à l'Adriatique et dont la dépendance envers l'Union soviétique serait limitée, la Tchécoslovaquie sapa le projet par l'application qu'elle mit à suivre la politique soviétique. Elle en vint même à proposer à l'Union soviétique une campagne militaire contre la révolte hongroise.

Deuxième réalité : la direction communiste tchécoslovaque pratiqua toujours fidèlement la ligne soviétique en matière de politique étrangère. La Tchécoslovaquie ne profita pas de la relative libéralisation de 1956 et ne trouva pas le courage de mener une politique étrangère active. Elle ne s'appliquait d'ailleurs pas seulement à satisfaire les intérêts politiques de l'Union soviétique, sa position dépendait étroitement de sa situation en politique intérieure. Les dirigeants tchécoslovaques s'adressaient à l'Union soviétique pour obtenir ses conseils et son aide non seulement pour la politique internationale mais aussi pour les questions de politique intérieure. En 1956, le ministère des Affaires étrangères fut même critiqué par les Soviétiques pour son manque d'initiative. C'est un peu paradoxal. Le bureau politique du comité central se saisit de la critique. Le ministre d'alors, Václav David, se défendit, arguant du fait qu'il rencontrait chaque semaine l'ambassadeur de l'Union soviétique et discutait avec lui des questions de politique étrangère et de l'activité du Ministère. Václav David était très passif et sa façon d'agir dépendait entièrement des décisions du bureau politique du comité central et surtout de la position des représentants de l'Union soviétique.

Le ministère des Affaires étrangères établissait des rapports concernant la politique internationale destinés à la direction du parti. Le processus était le suivant : le ministère recevait la mission de présenter un rapport ou des analyses sur un sujet de sa compétence. Le département des relations internationales du comité central du Parti se prononçait ensuite sur ce rapport. Le ministère pouvait aussi remettre des rapports à sa propre initiative, en général lorsque le ministre avait besoin de directives en vues d'une décision importante ou bien pour justifier une décision.

Les partis communistes critiquaient la Tchécoslovaquie parce qu'elle était la dernière à avoir formulé et proclamé le principe du rôle directeur du Parti communiste de l'Union soviétique dans le mouvement communiste international et de l'Union soviétique dans le camp socialiste. Les dirigeants soviétiques ne manifestaient par ailleurs aucun intérêt pour une telle déclaration. Khrouchtchev annonça plusieurs fois qu'il ne souhaitait pas que ce principe réapparaisse. Sa position était toutefois ambiguë car il soulignait en même temps que si le parti soviétique n'avait pas un rôle directeur, il restait le parti le plus capable de conseiller les autres partis du fait de son expérience. Il rappelait de même le fondement moral de sa propre position de dirigeant. Les responsables tchécoslovaques souscrivaient et respectaient ces arguments. C'est ce que prouve le fait qu'ils n'aient accepté que de mauvais gré le rappel par l'U.R.S.S. des conseillers soviétiques. Le ministre de l'Intérieur s'opposa même au projet.

Cette dépendance n'était toutefois pas une relation univoque et sans problème. Certes, la Tchécoslovaquie soutenait et suivait entièrement la ligne principale de la politique étrangère soviétique. Il existait cependant toute une série de conflits avec les

institutions soviétiques. Les historiens ont retenu notamment la réaction des Tchèques à la chute de Khrouchtchev. On a exagéré l'importance de cette affaire. Les dirigeants du Parti ne s'opposèrent en aucune façon à la décision des responsables soviétiques. Ils critiquèrent seulement la manière dont elle avait été prise à Moscou. Plus tard, dans un entretien avec Tito et Kadár, Novotný put convenir que les procédés des dirigeants soviétiques n'avaient pas été des meilleurs. Tito pensait par exemple que la présence de Khrouchtchev au sein du comité central aurait pu être utile politiquement. Le désaccord, dans lequel les liens personnels existant entre Novotný et Khrouchtchev et entre Khrouchtchev et la Tchécoslovaquie jouèrent un grand rôle, ne dégrada pas les relations tchéco-soviétiques comme on le dit souvent.

Les conflits qui divisèrent la Tchécoslovaquie et les institutions supérieures de l'Union soviétique concernèrent très souvent la sphère économique. Les relations économiques étaient d'une grande importance pour la Tchécoslovaquie et les liens qui l'attachaient à l'économie soviétiques entravaient son développement. Après 1965, alors que le C.A.E.M. connaissait de grandes difficultés, notamment avec la Roumanie, les dirigeants de la Tchécoslovaquie cherchèrent à rapprocher l'économie du pays de celle de l'Union soviétique. Par crainte de voir les autres membres du bloc formuler les mêmes exigences, les Soviétiques refusèrent toutefois de se prêter à ce processus. Ils pensaient en effet qu'un tel rapprochement dépassait les forces propres de leur pays.

Un grand problème apparut lorsque l'Union soviétique annonça qu'elle n'augmenterait pas ses livraisons de céréales aux pays alliés. On comprenait mal en Tchécoslovaquie les raisons d'une telle décision. L'économie tchèque reposait sur l'exportation de produits manufacturés - notamment mécaniques - et sur l'importation de céréales et de matières premières. Elle se trouva ainsi en difficulté car elle dut acheter des céréales sur les marchés occidentaux pour lesquels elle ne disposait pas de réserve de devises. Les Soviétiques firent en fin de compte des concessions et proposèrent de prêter les devises nécessaires. Cette décision eut des conséquences positives. Les économistes tchécoslovaques, qui recommandaient que des ressources financières accrues accordées à l'importation de céréales soient utilisées au profit de l'agriculture, commencèrent à être entendus. Quelques années plus tard, la production agricole connut une certaine croissance.

À la fin des années 50, c'est l'uranium qui devint la pierre d'achoppement des relations économiques tchéco-soviétiques. Jusqu'en 1958, l'Union soviétique poussa la Tchécoslovaquie à en augmenter l'extraction. Puis son intérêt pour cette ressource chuta et Moscou recommanda de pratiquer les prix du marché mondial alors saturé et au moment même où les prix étaient à la baisse. Pratiquer les prix mondiaux signifiait pour la Tchécoslovaquie qu'une seule des mines aurait désormais été capable de maintenir sa rentabilité. Toutes les autres auraient été déficitaires. En fin de compte, les prix furent maintenus à un niveau légèrement supérieur aux cours mondiaux. Toutefois, par la suite, l'extraction de l'uranium et son exportation vers l'Union soviétique restèrent déficitaires. On se demande pourquoi la Tchécoslovaquie tenait à maintenir le quota d'uranium à exporter tel qu'il était fixé ? Le ministre du Commerce extérieur, František Krajčír, proposa même que l'uranium soit exporté vers les pays occidentaux. Moscou s'y opposa. Du côté tchèque, on considérait en effet qu'on avait intérêt à maintenir cette branche

importante du commerce avec l'Union soviétique qu'il n'aurait pas été possible de remplacer par l'exportation d'un autre produit.

Le troisième problème que je voudrais mentionner ici est lié à l'exportation des machines-outils. L'Union soviétique essaya à partir de 1958 de limiter ses importations en provenance de Tchécoslovaquie. Elle énonça un principe qu'elle commença à appliquer dans le cadre du C.A.E.M., celui des échanges en nature : machine contre machine, matière première contre matière première. Les responsables politiques et les économistes tchèques furent déconcertés par cette mesure. Ils tentèrent de renverser ce principe, soulignant que durant la guerre froide leur pays était devenu le pôle de l'industrie mécanique de toute l'Europe centrale et que la Tchécoslovaquie avait adapté son économie au rôle qui lui avait été attribué. Une chute rapide des exportations de ses machines-outils déstabiliserait toute son économie. À la suite de l'Union soviétique, tous les pays du bloc se mirent à diminuer leurs importations mécaniques. ils invoquèrent, à l'unisson de l'U.R.S.S., la mauvaise qualité et le caractère désuet des produits tchèques. La Tchécoslovaquie réagit de deux manières. Elle exigea tout d'abord que le C.A.E.M. accepte comme principe l'autonomie en matière de mécanique. Cette proposition était irréelle et il s'agissait plus d'un souhait que d'un principe que l'on aurait pu mettre en application et réaliser. La Tchécoslovaquie s'orienta ensuite vers les pays du tiers-monde. Mais ce champ devenait de plus en plus difficile. L'on pouvait exporter vers les seuls pays qui avaient choisi la voie socialiste vers le développement. Or ils l'abandonnaient les uns après les autres. Le risque était donc grand de fournir des machines à crédit et en pure perte. Le second problème était la concurrence livrée par les pays occidentaux dans des conditions de crédit meilleures que celles que la Tchécoslovaquie était en mesure de pratiquer.

Les relations tchéco-soviétiques furent grevées par de nouvelles difficultés. À partir des années soixante, l'Union soviétique exigea que soient exportés des produits de consommation courante plutôt que d'accroître les livraisons de machines-outils. Moscou souhaitait désormais acheter des biens de consommation quelle qu'en soit la quantité. On était même prêt à conclure des contrats de six ou dix ans pour des importations de souliers ou de produits textiles par exemple. Cette offre était tentante vue de Prague, notamment parce que, de tous les pays du C.A.E.M., la Tchécoslovaquie disposait d'une industrie de biens de consommation courante relativement bien préservée et développée. Ceci grâce à une certaine tradition et aussi parce que les usines d'armement ayant été implantées en Slovaquie, cela avait permis de maintenir cette branche dans les Pays tchèques. Toutefois, elle aurait eu besoin de matières premières importées des pays occidentaux que la Tchécoslovaquie n'était pas en mesure de payer. Les matières premières ont toujours été un des problèmes clefs de l'économie tchécoslovaque. Le développement de l'industrie lourde et de l'industrie d'armement tel qu'il avait été planifié avait accru les besoins en matières premières importées en majeure partie d'Union soviétique. L'U.R.S.S. toutefois posa comme condition à la croissance de ses exportations de minerais de fer, de métaux et de pétrole, une participation financière aux investissements nécessaires à l'extraction. La Tchécoslovaquie fournit des fonds. Elle participa aussi à la construction de complexes, en U.R.S.S. même, pour traiter le minerai dont le transport coûtait plus cher que sa valeur propre.

La coopération militaire était souvent sujet de désaccords. Un des grands conflits, souvent invoqué comme étant à l'origine de l'intervention des forces du Pacte de Varsovie en 1968, aurait été un projet de mise en place de dépôts de têtes nucléaires. On pensait que Antonín Novotný avait refusé, ce qui n'est pas vrai. C'est en effet en 1965 que fut signé l'accord sur la construction de dépôts de têtes nucléaires en Tchécoslovaquie et sa construction devait se terminer à la fin de l'année 1968. La décision avait été prise en 1964 en application de la nouvelle ligne directrice de la politique d'armement soviétique. Jusqu'à la chute de Khrouchtchev en 1964, l'U.R.S.S. considérait qu'une guerre nucléaire ne pouvait survenir qu'à la suite de négociations politiques qui auraient exacerbé les antagonismes. Alors, la seule issue aurait été un conflit armé. Dans un tel cas de figure, les forces du Pacte auraient eu tout le temps nécessaire d'acheminer les têtes jusqu'en Tchécoslovaquie. En 1964, on estima au contraire qu'une brusque attaque du bloc était possible et, dans ce cas, que le transport d'armement aurait été trop lent pour empêcher la destruction de la Tchécoslovaquie. Ainsi la construction de ces dépôts fut-elle acceptée puis réalisée.

D'autres conflits, concernant l'armée, son équipement ou l'industrie de l'armement, furent eux aussi très complexes. Novotný rappela à plusieurs reprises aux responsables soviétiques, que de tous les pays du Pacte, la Tchécoslovaquie était celui qui avait la plus grande armée, relativement au nombre d'habitants, et donc qui avait les dépenses militaires les plus élevées.

Signalons également quelques questions concrètes touchant l'industrie de l'armement. L'Union soviétique déclara par exemple qu'elle allait cesser d'importer des avions militaires en provenance des pays du Pacte. Une telle décision était particulièrement inquiétante pour la Tchécoslovaquie. Ensuite, l'état-major soviétique imposa l'équipement des forces du Pacte en missiles dont l'Union soviétique était l'unique fournisseur. Longtemps elle refusa que ses alliés participent à la fabrication de ces armes, craignant, selon ses propres arguments, une fuite du secret défense. Autre exemple : en 1956, Moscou rompit un contrat tripartite l'obligeant à assurer le tiers des frais d'armement que la Tchécoslovaquie fournirait aux démocraties populaires. En conséquence, l'exportation d'armes vers ces pays chuta et l'économie tchèque dut faire face à de graves difficultés, financières notamment. L'annonce de l'interdiction de fabriquer des armes sous licence soviétique dans les pays du bloc et de les vendre ensuite à l'U.R.S.S. représentait elle aussi une menace lourde de conséquences pour l'industrie de l'armement tchécoslovaque et pour l'exportation de sa production.

Ce point donna lieu à de nombreuses négociations difficiles, au plus haut niveau parfois. L'état-major de Prague prépara toute une série d'analyses et de documents pour Novotný, notamment un projet de modification de la stratégie du Pacte de Varsovie ou plus exactement de son commandement par les Soviétiques. Les négociations aboutissaient tantôt à un compromis tantôt à un recul des Tchécoslovaques. L'Union soviétique conseillait, entre autres, d'utiliser les infrastructures de l'industrie de l'armement au profit de l'industrie civile. Elle offrait même les services de ses spécialistes pour opérer une telle reconversion. Prague se trouvait résolument opposée à une telle solution car la vente d'armes rapportait beaucoup plus que l'industrie civile. En réponse, elle augmenta ses exportations vers les pays du tiers-monde, avec l'approbation des autorités soviétiques, et ce dès avant 1948.

Pour en venir rapidement aux dissensions d'ordre politique, je pense qu'elles provenaient du fait que les responsables politiques tchèques n'avaient pas saisi toute la portée des changements intervenus dans la politique étrangère soviétique. Concrètement, il s'agissait de passer de la préparation d'un conflit armé à une politique de concurrence économique entre deux systèmes. La Tchécoslovaquie manifesta par exemple son mécontentement face au comportement de Moscou au sein du C.A.E.M. dans la deuxième moitié des années soixante. Les Soviétiques avaient en effet perdu tout intérêt pour les activités de cette organisation. Lors d'un entretien avec Brejnev en 1966, Novotný critiqua la situation du C.A.E.M., comme le faisaient alors d'autres. Brejnev reconnut le bien-fondé de ces critiques mais il admit simultanément ne connaître ni les raisons des dysfonctionnements ni le moyen d'y mettre fin et de les surmonter.

L'Union soviétique commença à s'intéresser de plus près à la Tchécoslovaquie durant la seconde moitié des années soixante. On trouve trace aujourd'hui de plusieurs plaintes adressées par les diplomates soviétiques aux secrétariats généraux du Parti chargés de la culture, de la presse, de la radio et de la télévision. Ils se montrent de même critiques envers la réforme économique. Celle-ci avait été approuvée par Khrouchtchev que Novotný avait consulté lors de sa de conception. Brejnev, lui, était plus réservé.

Je voudrais évoquer rapidement quelques points conflictuels des relations soviéto-tchèques pour la période qui précède 1968. On doit distinguer deux périodes principales. La mort de Staline est souvent présentée comme date charnière mais tout prouve que c'est l'année 1956 et les événements de Hongrie qui représentent une rupture. En janvier 1957, la Hongrie fut par exemple le sujet des discussions qui se tinrent entre Khrouchtchev et une délégation tchécoslovaque menée par Novotný. Khrouchtchev y fit remarquer qu'il serait utile, après l'expérience de l'intervention de l'armée soviétique, de constituer une cour de justice pour le Bloc, semblable à celle de La Haye, afin que les pays membres s'y retrouvent et y décident d'actions communes. Il ne revint jamais à cette idée qu'il semble avoir abandonnée.

La portée de la révolte hongroise se manifesta toutefois dans une autre sphère. Moscou réalisa en effet qu'il était indispensable de prendre vraiment en compte les opinions, les réflexions et les intérêts des États du bloc. On tenta de ranimer le C.A.E.M. - sans grand succès - et de créer des organes collectifs munis d'un certain pouvoir dans le cadre du Pacte de Varsovie. Bien que passablement formelles, ces modifications permirent à chaque membre de trouver un peu plus d'espace pour faire valoir ses intérêts particuliers. À partir de cette époque, l'Union soviétique informa souvent - c'était inhabituel - les membres du bloc de sa politique étrangère. Par exemple, lorsqu'en 1951 l'Union soviétique avait cessé d'assister aux séances du Conseil de sécurité, Gottwald avait demandé à Moscou quelles en étaient les raisons. Il faisait remarquer, mais tout en marge de sa demande seulement, qu'il n'avait nullement été informé d'une action pourtant si grave. Cinq ans après il n'y eut plus de cas semblables, alors qu'ils étaient courants auparavant.

La politique étrangère tchécoslovaque se limitait de fait aux pays du bloc soviétique. À chaque conflit qui eut lieu au sein du camp socialiste, Prague se tint aux côtés des Soviétiques. Que ce soit lors des crises avec la Yougoslavie, avec la Roumanie, avec l'Albanie, avec la Pologne ou bien surtout avec la Chine. Les relations avec la

R.D.A. étaient toutefois plus complexes. La Tchécoslovaquie tentait de défaire le monopole détenu par Berlin pour tout ce qui concernait la politique des pays du bloc envers la R.F.A.

Un des seuls États situés hors du bloc avec lequel la Tchécoslovaquie entretenait des relations était le Vatican et, avec lui, l'Eglise catholique. C'est sous la pression étrangère, et non sur sa propre initiative qu'elle accepta de négocier en 1964 afin de résoudre ses contentieux. Elle franchit une seconde fois les frontières du bloc et rétablit des relations avec la R.F.A. Son obstacle principal était, comme nous l'avons dit, le monopole tenu sur ce point par la R.D.A. Or, en 1967, la Roumanie brisa ce monopole, ce qui fut d'une grande importance pour tous les membres du Pacte. Toutefois, la Tchécoslovaquie continua de suivre plus que fidèlement la ligne soviétique envers la R.F.A. et tint compte très longtemps de la position de la R.D.A., appliquant au point de vue économique ce qu'on appelle la "clause de Berlin", alors que tous les autres pays l'avaient abandonnée. Ainsi, alors que dans le passé l'Allemagne était le premier partenaire économique de la Tchécoslovaquie, dans les années soixante, de tout le C.A.E.M., c'est avec la Tchécoslovaquie qu'elle entretenait le moins de relations.

Les contacts avec les pays du tiers-monde, certes, dépassaient les frontières du bloc. Mais la Tchécoslovaquie y respectait les intérêts de la puissance soviétique. Elle soutint l'U.R.S.S. contre les États-Unis dans sa lutte d'influence sur le tiers-monde.

Je voudrais souligner en conclusion un fait qui marqua longtemps la politique étrangère tchécoslovaque. Au milieu des années cinquante, le renforcement du bloc soviétique prôné par l'U.R.S.S. rejeta ce dernier dans l'isolement. Les efforts consacrés à la constitution d'un camp de pays socialistes au marché indépendant brisèrent les relations aussi bien économiques que politiques entre le bloc et les pays occidentaux. Les relations diplomatiques étaient au niveau le plus faible, comme paralysées. La Tchécoslovaquie quitta plus de cinquante organisations internationales de toutes sortes et, fait plus grave, interrompit ou réduisit ses échanges avec les pays industriels développés. Au milieu des années cinquante, les relations entre l'Est et l'Ouest commencèrent à s'assouplir et le C.A.E.M. leva l'interdiction ou les limitations imposées au commerce avec les pays capitalistes. C'était donner l'opportunité de développer une coopération, tout au moins économique. Cependant, par l'isolement où elle s'était tenue, la Tchécoslovaquie se trouva incapable de rétablir les relations d'autrefois, de retourner parmi les pays industriels développés occidentaux et de limiter ainsi l'écart grandissant qui la séparait d'eux. C'est justement ce but que poursuivirent plus tard les réformes économiques de la deuxième moitié des années soixante : elles furent brusquement interrompues par l'occupation soviétique en 1968.